



Liberté - Égalité - Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Préfecture du Pas-de-Calais
Direction du Cadre de Vie et de la Citoyenneté
Bureau de l'Eau et de la Protection de la Nature

Préfecture du Nord
Direction des Relations avec les Collectivités Locales
Direction de l'Administration Générale et de
l'Environnement

**Arrêté interpréfectoral d'autorisation au titre de la loi sur l'eau
Plate forme multimodale de DOURGES nommée Delta 3**

Le Préfet du Pas-de-Calais
Chevalier de la Légion d'honneur

Le Préfet de la Région Nord Pas-de-Calais
Préfet du Nord
Officier de la Légion d'Honneur

VU le code de l'Environnement et notamment ses articles L.214-1 à 6 ;

VU le décret n° 93.742 du 29 mars 1993 relatif aux procédures d'autorisation et de déclaration prévues par le code précité ;

VU le décret n° 93.743 du 29 mars 1993 relatif à la nomenclature des opérations soumises à autorisation ou à déclaration prévue par le code précité et notamment les rubriques 2.5.0., 2.7.0., 5.1.0., 5.3.0., 6.4.1. ;

VU l'arrêté préfectoral du 20 décembre 1996 approuvant le S.D.A.G.E. du Bassin Artois-Picardie ;

VU la demande présentée par Monsieur le Président du Syndicat Mixte pour la Réalisation de la Plate-Forme Multimodale de Niveau Européen de Dourges en vue d'être autorisé à réaliser ladite plate-forme ;

VU le dossier réglementaire produit à l'appui de cette demande ;

VU les avis émis par les services administratifs lors de la conférence administrative qui s'est déroulée du 15 juin au 15 juillet 2000 ;

VU le procès verbal de l'enquête publique qui s'est déroulée du 15 mai au 15 juin 2000 et l'avis de la commission d'enquête ;

VU l'avis des Conseils Municipaux de Dourges, Oignies, Hénin-Beaumont et Ostricourt ;

.../...

VU l'avis de la Mission Déléguée de Bassin ;

VU l'avis de l'Hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique ;

VU le rapport et les conclusions de Monsieur le Chef du Service de la navigation du Nord - Pas-de-Calais ;

VU l'avis émis par le Conseil Départemental d'Hygiène du Pas de Calais lors de sa séance du 6 septembre 2000 ;

VU l'avis émis par le Conseil Départemental d'Hygiène du Nord lors de sa séance du 19 septembre 2000.

VU le « porter à connaissance » du permissionnaire en date du 4 octobre 2000 du projet d'arrêté statuant sur sa demande et lui accordant un délai de 15 jours pour présenter ses observations par écrit, directement ou par mandataire ;

VU la réponse du pétitionnaire du 10 octobre 2000,

CONSIDERANT qu'il peut être donné suite à la requête ci-dessus visée, sous réserve que toutes dispositions soient prises pour éviter toute modification de la nature et du régime des eaux ;

SUR les propositions de Messieurs les Secrétaires Généraux des Préfectures du Nord et du Pas-de-Calais ;

ARRETE

ARTICLE 1 : OBJET DE L'AUTORISATION

Le Syndicat Mixte pour la réalisation de la plate forme multimodale de niveau européen de DOURGES est autorisé à effectuer l'ensemble des travaux nécessaires à la création de la Plate Forme Multimodale de Niveau Européen à DOURGES, dans les conditions fixées par le présent arrêté et dans le respect du Code de l'Environnement et des objectifs retenus dans la notice d'incidence.

ARTICLE 2 : PROTECTION DES EAUX SOUTERRAINES

Le Syndicat prend toutes les mesures pour éviter la pollution des eaux souterraines.

.../...

La protection de la nappe de la craie par les Argiles de Louvil n'étant pas générale dans le secteur concerné par les projets d'aménagements de la Plate-Forme Multimodale de Dourges, les investigations demandées par l'Hydrogéologue agréé seront réalisées avant tout démarrage d'une phase de travaux et conduiront, autant que de besoin, à la mise en œuvre de mesures de précautions, voire d'éradication des pollutions.

Ces mesures devront notamment être compatibles avec l'arrêté préfectoral instituant les servitudes d'utilité publique (code de l'Environnement articles L.511-1 à L.517-2 relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement).

Elles seront soumises à l'avis préalable de l'Hydrogéologue agréé et transmises au service chargé de la Police des Eaux.

Les investigations préalables demandées par l'Hydrogéologue agréé sont définies aux articles 3 et 5.

ARTICLE 3 : TRAVAUX D'AMENAGEMENTS

Un phasage des travaux devra être élaboré par le permissionnaire pour la fin de l'année 2000.

La présente autorisation est accordée sous réserve des obligations découlant des textes prévus pour l'application de la loi n°92.3 du 3 janvier 1992 sur l'eau, abrogée partiellement, et dont les dispositions sont reprises dans le code de l'Environnement.

L'ensemble des travaux à réaliser devront respecter strictement les caractéristiques techniques définies dans le dossier d'incidence déposé par le Syndicat Mixte pour la réalisation de la Plate-Forme Multimodale de Niveau Européen de Dourges à la Mission Inter-Services de l'Eau du Pas de Calais en date du 22 mars 2000.

3.1 - Elargissement du canal de la Haute-Deûle

3.1.1 - Consistance des travaux :

Les travaux consisteront à élargir le canal de la Haute-Deûle en rive droite sur 550 m de long et 12 m de large.

La cote du plafond de l'élargissement sera la même cote que celle du canal actuel.

Les quais permettant l'accès à la voie d'eau seront situés à 30m de l'axe du canal et seront conçus pour supporter un approfondissement du canal à la cote 17m..

.../...

3.1.2 - Investigations préalables :

Sur la zone d'élargissement incluant les sédiments du fond du canal actuel concernés, seront réalisés 14 sondages pour rechercher sur chacun d'entre eux les HAP, les métaux et HC totaux. Ces sondages seront transformés en piézomètres et les mêmes éléments chimiques seront respectivement recherchés sur 14 échantillons représentatifs d'eau de nappe. (1 échantillon par piézomètre).

Un complément à l'étude « Résultats des analyses de sédiments - Voies Navigables de France » sera effectué au moyen de 5 séries de prélèvements de sédiments pour rechercher les métaux sur chaque série de prélèvements des métaux, en particulier le chrome 6, les cyanures et le nickel. En outre, seront recherchés les HC totaux, les HAP, les PCB et les phénols. Ces essais, seront couplés à des tests de lixiviation et de remise en solution des métaux énumérés ci-dessus.

3.2 - Creusement d'une darse de retournement :

3.2.1 - Consistance des travaux :

La darse de retournement creusée en rive aura la forme d'un bassin rectangulaire de 250 m de long sur 150 m de large

La cote du plafond de la darse est la même que celle du canal actuel, elle sera conçue pour supporter un approfondissement du canal à la cote 17 m.

La protection des berges sera réalisée par des enrochements sur 50 cm d'épaisseur sur un film géotextile.

3.2.2 - Investigations préalables :

La structure du sous-sol de la darse devra être précisée ainsi que les communications possibles entre les nappes et les eaux de surface.

Afin de réaliser cette reconnaissance, 6 sondages permettront la recherche sur chaque série d'échantillons des HAP, des métaux et des HC totaux. Ces sondages seront équipés en piézomètres permettant de rechercher sur chaque échantillon représentatif d'eau de nappe les HAP, les métaux et les HC totaux.

En bordure du canal actuel, deux séries de prélèvements de sédiments permettront de rechercher sur chacune d'elle les métaux, en particulier le chrome 6, les cyanures, le nickel et les HC totaux, les HAP, les PCB et les phénols.

3.3 - Occupation du Domaine Public Fluvial :

Les travaux sur le Domaine Public Fluvial ne pourront pas être engagés avant la signature d'une Convention d'Occupation Temporaire avec Voies Navigables de France.

.../...

Il conviendra de veiller à ce que les travaux envisagés sur le Domaine Public Fluvial ne dépassent pas le périmètre d'occupation consenti par cette convention.

3.4 - Contraintes dues à la navigation :

L'ensemble des travaux à réaliser sur le Domaine Public Fluvial devra être suivi et contrôlé par Voies Navigables de France (Service navigation Nord - Pas de Calais) afin de vérifier que les contraintes nécessaires à la navigation seront prises en compte lors de leur exécution.

ARTICLE 4 : COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USEES ET PLUVIALES

L'ensemble des rejets devra être compatible avec l'objectif de qualité 2 assigné au canal de la Haute Deûle.

4.1 - Les eaux usées :

Les eaux usées générées sur le site seront raccordées puis traitées par une station d'épuration interne de 1 000 équ.-hab., avant rejet dans la Haute Deûle.

Les eaux traitées par la station d'épuration respecteront les normes suivantes, pour un débit nominal de 204 m³ /j :

DBO₅ ≤ 25 mg/l soit 5,1 kg/j
DCO ≤ 125 mg/l soit 25,5 kg/j
MeS ≤ 35 mg/l soit 7,14 kg/j
NGL ≤ 15 mg/l soit 3,06 kg/j
P total ≤ 2mg/l soit 0,41 kg/j

Le devenir des boues produites par la station d'épuration fera l'objet d'une déclaration au titre de la Loi sur l'Eau en cas d'épandage agricole.

4.2 - Les eaux pluviales :

Les eaux pluviales seront collectées de façon séparée, tamponnées et traitées, avant rejet dans la Haute Deûle.

Le débit des rejets sera au maximum de 480 l/s, en cas de crue de la Haute-Deûle (niveau du canal supérieur à 20.70 m I.G.N.69) : mesures prises par le permissionnaire, ce débit sera réduit à 70 l/s.

Le tamponnement des eaux de ruissellement sera effectué au moyen de trois bassins de retenue qui seront étanches et auront les caractéristiques hydrauliques suivantes :

	Volume utile	Débit de fuite maximum	Débit de fuite en crue
Bassin n° 1	14 000 m ³	145 l/s	20 l/s
Bassin n° 2	12 000 m ³	90 l/s	15 l/s
Bassin n° 3	25 000 m ³	245 l/s	35 l/s

Les eaux récupérées sur l'ensemble de l'échangeur autoroutier seront tamponnées et traitées par un dispositif de séparation des hydrocarbures dans deux bassins situés de part et d'autre de l'autoroute. Le rejet des eaux ainsi traitées s'effectue dans un bassin existant.

Les rejets d'eaux pluviales traitées par un dispositif du type débourbeur-séparateur à hydrocarbures respecteront les normes suivantes :

DBO5 \leq 10 mg/l
DCO \leq 40 mg/l
MeS \leq 35 mg/l
Hydrocarbures totaux \leq 5mg/l
Pub $<$ 0,05 mg/l

4.3 - Prescriptions communes aux rejets d'eaux usées et pluviales :

L'ensemble des rejets :

- sera équipé de dispositifs d'obturation en cas de pollution accidentelle,
- fera l'objet d'une autosurveillance, la fréquence d'analyses étant fixée au minimum à 2 fois par an, et portant sur la mesure des paramètres sur un échantillon moyen journalier. Le phi et le débit feront l'objet d'une mesure en continu.

4.5 - Détournement du fossé de la Motte

La capacité d'écoulement des eaux du fossé de la Motte dans la traversée du site, après aménagement, devra être au moins égale à celle actuelle.

Le Syndicat Mixte pour la Réalisation de la Plate-Forme Multimodale de Niveau Européen de Dourges fera réaliser une étude hydraulique pour le dimensionnement du fossé modifié.

Il soumettra le projet d'aménagement du fossé à l'accord du service chargé de la Police des Eaux avant la réalisation des travaux.

ARTICLE 5 : AUTRES INVESTIGATIONS PREALABLES

5.1 - Zone Agglonord :

Dans cette zone d'enfoncement de pieux, d'excavation ou de travaux souterrains, l'étendue de la pollution des sols sur les zones à excaver et le devenir des terres devront être précisés.

Pour ce faire, 50 sondages à la pelle mécanique seront réalisés. Sur ces 50 sondages, 75 prélèvements seront réalisés et analysés pour déterminer les concentrations en HAP : dans un premier temps, un prélèvement par sondage sera réalisé ; pour chaque sondage présentant des concentrations élevées, un deuxième prélèvement sera réalisé et analysé.

.../...

5.2 - Ancien lit du canal :

Dans le périmètre du site de Charbonnages de France seront réalisés 20 sondages destructifs de 10 m de profondeur chacun, afin d'effectuer 30 séries d'analyses pour rechercher les HAP, les métaux dont le chrome 6 et les cyanures.

5.3 - Entre la future clôture et le canal actuel :

Seront réalisés 6 sondages destructifs de 10 m de profondeur chacun pour réalisation de 12 séries d'analyses recherchant les HAP, les métaux dont le chrome 6 et les cyanures.

5.4 - Sur l'ensemble du site de la plate-forme :

Afin de préciser :

- a) les pressions relatives des deux nappes,
- b) les pressions relatives de la nappe de la craie et du canal,
- c) la pollution des deux nappes,

Seront réalisés d'une part 15 piézomètres à la nappe superficielle pour rechercher les HAP sur des échantillons représentatifs d'eau de nappe de chaque piézomètre ; d'autre part 5 piézomètres à la nappe de la craie pour rechercher les HAP sur des échantillons représentatifs d'eau de nappe de la craie de chaque piézomètre.

ARTICLE 6 : CONFORMITE DES AMENAGEMENTS ET CONTROLES

Les services chargés de la Police des Eaux procéderont à une vérification de la conformité des aménagements réalisés avec les dispositions du projet soumis à enquête publique.

Lors de l'exécution des travaux et de la fin de ceux-ci, il pourra être procédé, de manière inopinée, à des contrôles de la qualité des eaux et de l'impact hydraulique des réalisations par les Services chargés de la Police des Eaux. Le permissionnaire supportera les frais de ces interventions qui auront pour objet de constater la conformité des travaux avec les principes généraux de la loi n° 92.3 du 3 janvier 1992 sur l'eau.

ARTICLE 7 : CARACTERE DE L'AUTORISATION

Sur proposition des Services chargés de la Police des Eaux, la présente autorisation pourra être révoquée dans le cas où les prescriptions s'y rapportant ne seraient pas respectées.

En outre, le permissionnaire ne pourra prétendre à aucune indemnité si, à quelque époque que ce soit, il s'avérait nécessaire de prendre, dans l'intérêt de la salubrité publique, de la police ou de l'écoulement des eaux, des mesures le privant, de manière temporaire ou définitive, de tout ou partie des avantages du présent arrêté.

L'autorisation relative à la collecte et aux rejets des eaux usées et pluviales définie à l'article 4 est accordée pour une durée de dix ans à compter de la date de signature du présent arrêté.

.../...

La présente autorisation est accordée sous réserve du respect des autres législations en vigueur.

La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif.

Le délai de recours est de 2 mois pour le demandeur et de quatre ans pour les tiers, à compter de la notification du présent arrêté.

ARTICLE 8 : PUBLICITE

Le présent arrêté sera publié au recueil des Actes Administratifs des Préfectures du Nord et du Pas-de-Calais.

Un exemplaire sera déposé dans les mairies de Dourges, Oignies, Hénin-Beaumont et Ostricourt et pourra y être consulté. Un extrait de l'arrêté énumérant, notamment les prescriptions auxquelles les aménagements prévus sont soumis, sera affiché dans les mairies pendant une durée minimum d'un mois. Un procès verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins des Maires.

Un avis d'information au public sera inséré, par les soins du Préfet du Pas de Calais et aux frais du Syndicat Mixte pour la Réalisation de la Plate-Forme Multimodale de Niveau Européen de Dourges, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans les départements du Nord et du Pas-de-Calais.

ARTICLE 9 : EXECUTION

Messieurs les Secrétaires Généraux des Préfectures du Nord et du Pas-de-Calais sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au Syndicat Mixte pour la Réalisation de la Plate-Forme Multimodale de Niveau Européen et dont ampliation sera adressée à :

- Monsieur le Sous-Préfet de Lens,
- MM. les Maires de Dourges, Oignies, Hénin-Beaumont et Ostricourt,
- M. le Chef du Service de la navigation du Nord - Pas-de-Calais,
- MM. les Chefs des Missions Inter-Services de l'Eau du Nord et du Pas-de-Calais
- M. le Directeur régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement

.../...

- M. le Directeur régional de l'Environnement,
- M. le Directeur départemental de l'Agriculture et de la Forêt du Nord,
- M. le Directeur départemental de l'Agriculture et de la Forêt du Pas-de-Calais,
- M. le Directeur départemental de l'Équipement du Nord,
- M. le Directeur départemental de l'Équipement du Pas-de-Calais,
- M. le Directeur de l'Agence de l'Eau Artois – Picardie
- Monsieur le Professeur Maillot

Arras, le 6 novembre 2000

Lille, le 6 novembre 2000

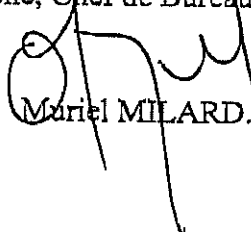
Le Préfet,

Le Préfet,

Signé : Jean DUSSOURD.

Signé : Rémy PAUTRAT.

Pour le Secrétaire Général,
L'Attaché, Chef de Bureau délégué,


Mariel MILARD.

